

RÉGION DES TROIS PAYS Référendum sur le conseil unique d'Alsace le 7 avril

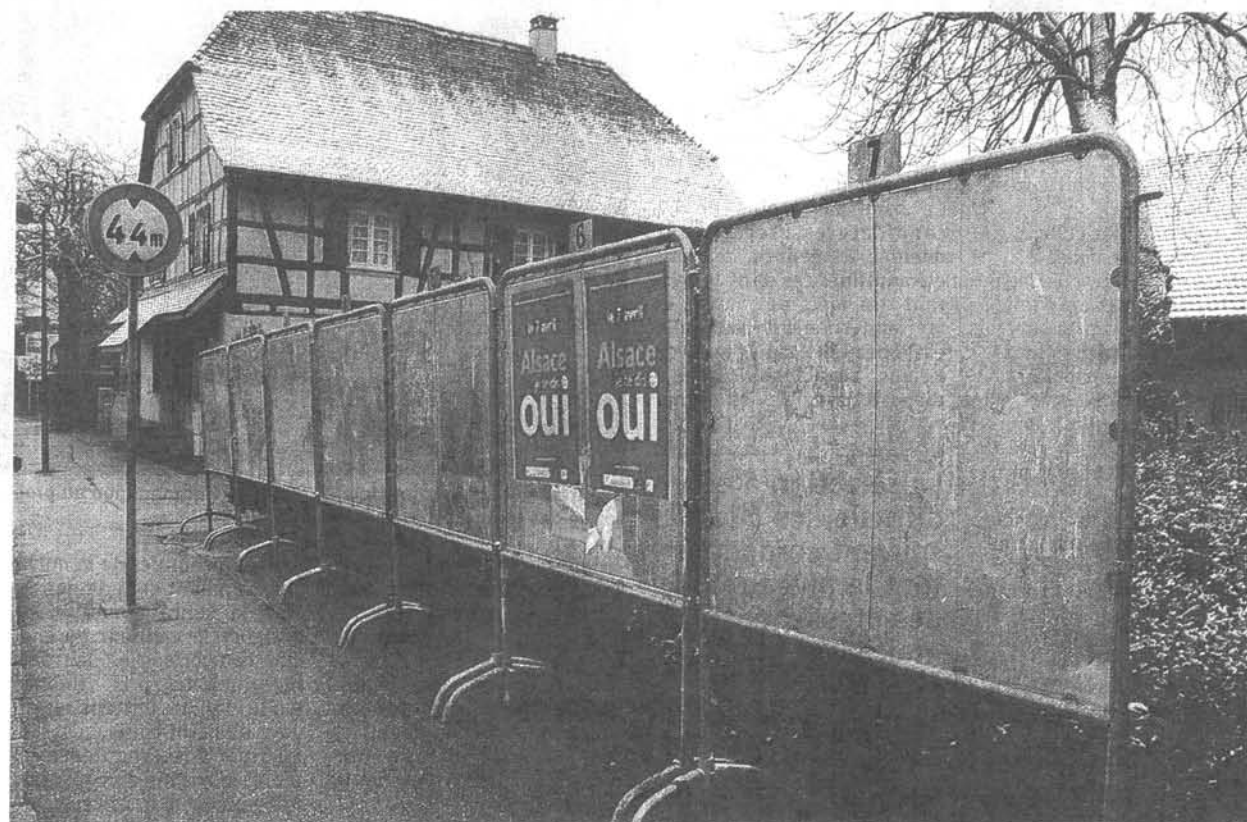
# La dernière ligne droite

À moins de deux semaines du scrutin, la campagne pour le référendum au sujet du projet de conseil unique d'Alsace s'intensifie. Après le vote de la motion au conseil municipal de Saint-Louis, d'autres voix se font entendre.

Pour le maire de Saint-Louis, Jean-Marie Zoellé, la cause est entendue depuis longtemps : il n'hésitera pas une seconde à voter « oui » lors du référendum du 7 avril (Voir DNA du jeudi 21 mars). Il a d'ailleurs déjà tenu une réunion publique, en compagnie de ses adjoints et de certains conseillers municipaux pour répondre aux questions de ses administrés et leur apporter les réponses qu'ils pourraient encore se poser sur cette réforme.

## D'autres voix se font entendre

Mais les élus ludoviciens n'ont pas été les seuls à s'engager dans la campagne. À Sierentz, le maire et conseiller régional Jean-Marie Belliard avait ouvert le bal voici une dizaine de jours avec une réunion publique dans le chef-lieu de canton. Fermement engagé dans ce combat, il n'a pas ménagé ses efforts pour convaincre les habitants d'aller voter le 7 avril. Quelques jours après la réunion sierentzoise, c'était au tour de Catherine Troendlé, sénateur et maire de Ranspach-le-Bas, d'inviter la population à une explication de



Rares sont encore les affiches sur les panneaux électoraux mis à disposition par les communes. PHOTO DNA - MATTHIEU HOFFSTETTER

texte. Accompagnée de nombreux élus du Sud Alsace, dont le conseiller général du canton de Hu-

ningue et maire de Folgenschbourg Max Delmond, elle avait fait passer son message auprès des habi-

tants de sa commune et des environs. Du côté des opposants, une réu-

nion publique organisée par Nicolas Chevalier-Roch devait se tenir la semaine dernière à Huningue,

mais elle a dû être reportée au dernier moment pour un problème technique. C'est finalement hier soir que le jeune leader de la campagne JAJVN (« J'aime l'Alsace je vote non ») a pu expliquer sa démarche et déployer son argumentation.

Entre-temps, les panneaux électoraux ont fleuri dans les communes. Contrairement aux autres campagnes électorales, les affiches se font encore rares toutefois. Peut-être les équipes des différents partis engagés attendent-elles les derniers jours de campagne pour lancer le sprint final avec tous les outils traditionnels.

En tout cas, Saint-Louis figure en bonne place dans le calendrier des partisans du « oui » : c'est dans la cité des Lys que le président du Conseil régional, épaulé par Charles Buttner, président du Conseil général, et de nombreux élus, va tenir l'une des toutes dernières réunions publiques de sa campagne le jeudi 4 avril.

En attendant cet ultime rendez-vous, d'autres voix se font entendre. En faveur du « oui » comme celles des écologistes fédérés par Antoine Waechter (Mouvement écologiste indépendant). Ou avec des questionnements encore non résolus comme Carole Haerberlé, conseillère municipale d'opposition à Saint-Louis. ■

MATTHIEU HOFFSTETTER

## LES ÉCOLOGISTES DONNENT LEUR VERSION DU « OUI »



Ralph Wicky et Antoine Waechter, organisateurs de la réunion publique de ce soir. PHOTO DNA - M.H.

La « cohérence » : voilà le maître-mot des écologistes quand il s'agit de convaincre les électeurs de voter « oui » lors du référendum sur le conseil unique d'Alsace. Réunis sous la bannière « Europe écologie Alsace », les élus écologistes (Europe écologie Les Verts et le Mouvement écologiste indépendant) des deux conseils généraux et du Conseil régional ont organisé leur propre cycle de réunions publiques. Ce soir à 20 h, ils seront au Foyer Saint-Charles de Saint-Louis Bourgfelden. Jacques Fernique, Djamilla Sonzogni et Antoine Waechter seront sur la tribune dans une démarche « à part », selon les élus écologistes. « Plutôt que de délivrer un discours, nous souhaitons répondre aux questions des citoyens. Nous allons évidemment resituer ce débat dans le contexte historique. Mais nous allons surtout laisser la place aux échanges avec le public, afin de rassurer et d'expliquer », avertit Antoine Waechter. Et l'explication ne portera pas tant sur les économies (« elles seront progressives », avertit Antoine Waechter) que sur la cohérence des politiques. Ainsi, en matière économique, « nous allons à l'avenir vendre l'Alsace à l'étranger, et non plus assister à une concurrence entre une agence qui voudra vendre le Haut-Rhin et une autre qui voudra vendre le Bas-Rhin tandis qu'une troisième fera résonner la voix de l'Alsace sans que les interlocuteurs sachent qui écouter ». Développer des stratégies plus efficaces vis-à-vis de l'extérieur, c'est un des atouts potentiels qu'avancent les écologistes. Mais ils n'oublient pas le terrain et

l'aménagement du territoire. Ainsi, en matière de transport, Antoine Waechter pointe les incohérences actuelles : « La Région a en charge le transport par le rail, tandis que le transport public sur la route est du ressort du Département. Nous sommes ainsi arrivés à des aberrations, avec notamment pour les vallées vosgiennes une concurrence frontale entre des circuits de bus et des lignes de TER », dénonce l'ancien candidat écologiste à l'élection présidentielle. Avec le conseil unique d'Alsace, Antoine Waechter espère que « désormais, ce puisse être un choix entre le mode de transport le plus efficace qui soit choisi pour chaque cas ».

Et des exemples de ce type, lui et ses amis écologistes Djamilla Sonzogni et Jacques Fernique en ont à foison. Et ce dans tous les domaines. Pas question toutefois de voir dans la réforme une négation de la République : « Les départements ne disparaissent pas. Mais les choix se feront à l'échelle régionale, avec une déclinaison départementale : des réunions avec les élus du conseil unique issus de chaque département permettront d'affiner au plus près des administrés les décisions prises tous ensemble. Afin que la simplification des structures ne soit pas synonyme d'éloignement du citoyen », avertit Antoine Waechter.

MATTHIEU HOFFSTETTER

» Réunion publique des écologistes sur le conseil unique d'Alsace mercredi 27 mars à 20 h au Foyer Saint-Charles de Saint-Louis.

## « JE NE SUIS PAS CONVAINCUE PAR LE DISCOURS DES ÉLUS »

« Ceux qui sont contre ou qui préfèrent s'abstenir ne sont pas des idiots... Ils ont le droit de choisir sans que cela entame leur attachement pour l'Alsace », déclare en ce début de semaine Carole Haeberlé. Jeudi dernier, en fin de conseil municipal, la conseillère s'était abstenue lors du vote d'une motion en faveur du conseil unique d'Alsace proposée par le maire, Jean-Marie Zoellé.

De la même manière, lors du passage à Saint-Louis il y a quelques semaines du président du conseil régional, Philippe Richert, la conseillère avait verbalisé sa volonté de s'abstenir : « il vendait le conseil ». Aujourd'hui, Carole Haeberlé veut comprendre. D'un point de vue économique d'abord concernant les fonctionnaires qui resteront engagés sur les territoires, « il est prévu que des postes soient supprimés à hauteur de 10 à 20 % mais rien n'est clair et quand bien même 20 % d'entre eux le seraient cela ne générerait que 1 % d'économie sur le budget ». Sur un plan plus général, elle attend « qu'un modèle économique soit enfin proposé pour l'Alsace ».

Au chapitre du transfert des compétences entre départements et région, « l'organisation est loin d'être réglée ». Enseignante en langue allemande depuis trois ans au lycée Mermoz de Saint-Louis, elle intervient également au collège de Hégenheim, elle poursuit : « les professeurs mécontents et découragés par le manque de moyens ont pris le parti de ne plus rien demander. Le fonctionnement dans les établissements scolaires va devenir de plus en plus compliqué ».

Dans un cadre qui vise une simplification des procédu-

res, elle met en doute la mise en place d'assemblées locales « sans existence juridique ». Et d'ajouter : « on prône une décentralisation mais on l'orchestre sur Strasbourg avec dans un premier temps, un président, puis deux... mais au-delà d'un jeu d'alliance qu'en est-il de l'intérêt des citoyens ? ».

Pour autant, l'abstention ne signifie pas le non. Au moins deux arguments défendus par le conseil unique lui semblent justifiés : le bilinguisme et la coopération transfrontalière. « Nous n'avons pas assez d'enseignants et trop peu de formations », témoigne l'enseignante. « Nous constatons une déperdition d'élèves dans le cursus bilingue. En section abibac, dans laquelle j'enseigne, il y a une majorité d'élèves suisses et allemands. La barre étant très haute, les niveaux restent très hétérogènes et peu d'élèves francophones réussissent. » Elle poursuit : « faire des mathématiques en allemand n'a pas de sens. Pire, nous décelons chez ces élèves des lacunes en mathématiques ». Dans un domaine qu'elle pratique, elle propose de revoir les programmes, de mettre en place des classes délocalisées et constate qu'actuellement « nous n'avons pas de quoi négocier ». Avant de prôner une Alsace unique, via différentes compétences, elle réclame une « volonté politique ».

Enfin, elle revient sur l'acte III de la décentralisation prévoyant dès avril d'octroyer plus de compétences aux collectivités territoriales et demande « pourquoi ne pas avoir attendu ce moment pour travailler leur transfert ? En quoi y a-t-il urgence de voter ? Elle y voit de la précipitation, « de la confusion... Nous aurions pu nous donner le temps de la réflexion. »

GHISLAINE MOUGEL



Carole Haeberlé, conseillère municipale à Saint-Louis, s'abstiendra lors du prochain référendum sur le conseil unique d'Alsace. PHOTO DNA - GHISLAINE MOUGEL

## Basel.Stadt.

# Elsass soll stärker werden

Die Bürger entscheiden über die Zusammenlegung der Verwaltung

Von Bärbel Nückles

**Strassburg.** Als Philippe Richert mit federnden Schritten ans Rednerpult tritt, gerät seine Stimme für Sekunden zu einem tonlosen Kratzen. Doch dann lässt der elsässische Regionalratspräsident die Ermüdungserscheinungen hinter sich und formuliert mit vollem Ton: «Wir wollen keine Extrawurst, wir brauchen ein geeintes, ein stärkeres Elsass.» Die erste Hälfte des Abends hat Richert im Südsass, in Volgelsheim und Soultz, bei ähnlichen Bürgerversammlungen verbracht. Kurz nach 21 Uhr stösst er in Truchtersheim, im wohlhabenden, von der Landwirtschaft geprägten Strassburger Umland, zu seinen politischen Mitstreitern. Sie kämpfen für ein Ja zu einem Elsassrat.

Am kommenden Sonntag sollen die Elsässer in einem Referendum über eine Gebietsreform abstimmen. Die bislang drei gewählten Versammlungen, jeweils eine für die beiden Departemente Haut-Rhin und Bas-Rhin und eine für die übergeordnete Instanz, die Region, sollen zusammengeführt, die Zahl der Abgeordneten um ein Fünftel verringert werden. Ausserdem ist für den Bürger kaum mehr nachvollziehbar, wer für was zuständig ist.

### Drei Behörden für das Gleiche

Die Pläne aus dem Elsass treffen deshalb ins Schwarze: In einer Umfrage bekannten 80 Prozent der Franzosen, sie seien unsicher, wie die Zuständigkeiten aufgeteilt seien. «Frankreich», sagt Regionsvizepräsident Justin Vogel, einer von Richerts Vorrednern, «krankt an seiner aufgeblähten Verwaltung.» Im Elsass sind allein drei eigenständige Behörden für den Tourismus und drei für

Wirtschaftsförderung zuständig. Bei der Förderung der Regionalsprache und beim Deutschunterricht, bei Verkehrsfragen, bei der Ausbildung, der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit und der Arbeitsvermittlung ins benachbarte Ausland mit seiner erheblich geringeren Arbeitslosigkeit wünschen sich die Elsässer mehr Gestaltungsspielraum.

Derzeit bereitet die sozialistische Regierung zudem ein neues Gesetz zur Dezentralisierung vor. Premierminister Jean-Marc Ayrault soll den Konservativen Richert (UMP) mit einem freundschaftlichen: «Jetzt musst du ernst machen» ermuntern haben. Dank der Fusion der drei Versammlungen und ihrer Verwaltungen könnten pro Jahr mindestens 20 Millionen Euro eingespart werden. Frankreich steht das Wasser finanziell bis zum Hals. Vor einer Woche hat Staatspräsident François Hollande in einer Fernsehansprache einen «Schock der Vereinfachung» gefordert.

Im Elsass stossen die Reformpläne im linken Lager allerdings auf Ablehnung. Neben dem rechtsextremen Front National machen Richert nämlich in erster Linie die Ultralinken und die prominenteren Strassburger Sozialisten hinter Oberbürgermeister Roland Ries das Leben schwer. Sie finden, dass auch ohne Fusion Veränderungen möglich seien. Schwierig kündigt sich auch die Verteilung der künftigen Organe auf den Süden und den Norden der Region an. Ein Kompromiss sieht derzeit vor, dass die neue Versammlung ihren Sitz in Strassburg haben soll, das Exekutivgremium, also die Regierung, soll Colmar zugeschlagen werden. Auch Mulhouse und andere Städte wollen nicht zu kurz kommen. Die Kritiker sehen sich darin bestätigt, dass die Reform

nicht zwingend zu einer Verschlinkung der Verwaltung führen wird. Allerdings glauben auch die Grünen wie die Konservativen an eine Chance für die Region. Bleibt zu hoffen, dass genügend Bürger am Sonntag ihre Stimme abgeben. Mindestens ein Viertel der Wahlberechtigten müssen sich für eine Neuorganisation aussprechen, damit das Votum gültig ist.

### Autonomie ist tabu

In der Mehrzweckhalle von Truchtersheim erntet Richert Applaus, als er das benachbarte Baden-Württemberg, das «Musterlände», als erfolgreiches Beispiel für die Wirkung eines Zusammenschlusses preist. «Haben wir nicht die Pflicht, uns bei den Nachbarn abzuschaun, wie man leistungsfähig wird?», fragt Richert. Gabrielle Deutsch, Sekretärin aus Wasselonne, hat er jedenfalls überzeugt. «Ich glaube, so können wir nicht weitermachen», sagt die 50-Jährige. «Wenn unsere Kinder eine bessere Zukunft haben sollen, brauchen wir Veränderungen.»

Der Strassburger Sozialwissenschaftler Philippe Breton kritisiert, dass die Befürworter der Reform wichtige Argumente verspielen und damit eine geringe Wahlbeteiligung riskieren würden. «Das Wort Autonomie ist tabu», bedauert er. Die Parteien hätten sich öffentlich darüber auseinandersetzen müssen, wie viel Selbstbestimmung gewollt und möglich ist. Philippe Richert verspricht ein letztes Mal, dass das Elsass seine alte wirtschaftliche Stärke wiederfinden wird. «Seien wir kein unentschiedener Hans im Schnoogeloch», ruft der Präsident und lässt die Französische Republik hochleben. Der Saal stimmt in die Marseillaise ein.



# Geplante Fusion scheitert klar am Nein des Oberelsass

**Referendum** Gestern stimmten die Elsässer ab, ob die beiden Generalräte und der Regionalrat zum Einheitsrat «Conseil Unique» verschmelzen sollten.

VON PETER SCHENK

Fast 55 Prozent der Oberelsässer sprachen sich gestern gegen die im Elsass geplante Fusion von drei Gebietskörperschaften zu einem Einheitsrat, dem «Conseil Unique», aus. In Colmar stimmten sogar über 67 Prozent Nein. In Mulhouse war die Ablehnung des Projekts mit 50,2 Prozent zwar weniger stark, an dem Referendum hatte dort allerdings nur jede vierten Wahlberechtigte teilgenommen.

Im Bas-Rhin sprachen sich nach Hochrechnungen zwar 67 Prozent für den Einheitsrat aus. Die Beteiligung blieb allerdings oft unter dem 25 Prozent-Quorum der eingeschriebenen Wähler, die neben der absolu-

ten Mehrheit in beiden Departements Voraussetzung für die Annahme des Referendums war. Die Ergebnisse von Strassburg, wo die Wahllokale erst um 20 Uhr schlossen, lagen zu Redaktionsschluss noch nicht vor.

Philippe Richert, Präsident des Regionalrates Elsass, der sich intensiv für die Fusion eingesetzt hatte, betonte in einer ersten Reaktion, dass im gesamten Elsass 55 bis 60 Prozent der Wähler für den Einheitsrat gestimmt hätten. Durch das Ergebnis im Oberelsass sei die geplante Fusion nun aber gestoppt. Vorgesehen war, die beiden Generalräte, die vor allem für Soziales und den Unterhalt der Schulgebäude zuständig sind, und den Regionalrat, der sich um Raumplanung und öffentlichen Verkehr kümmert, zu einem «Conseil Unique» zusammenzufassen.

## Breiter Konsens bei Politikern

Für das Vorhaben hatte es einen breiten politischen Konsens gegeben – bei der letzten Abstimmung dazu

hatten sich 108 von 122 Gewählten dafür ausgesprochen. Dagegen waren vor allem Politiker vom linken wie vom rechten Rand; im Unterelsass auch die Sozialisten.

Die Gegner befürchteten vor allem, dass die französische Republik durch die Stärkung der elsässischen Identität gefährdet werden könnte. Die Befürworter, zu der fast alle bür-

gerliche Politiker gehörten, erhoffen sich insbesondere in wirtschaftlichen Krisenzeiten eine Stärkung der Region, die im Rahmen einer vom französischen Staat durchaus gewollten Dezentralisierung vonstattengehe. So hätte dieser Kompetenzen beim Sprachunterricht und bei der grenzübergreifenden Kooperation an das fusionierte Elsass abgegeben.

## Dialekt stärker im Nordelsass

Die Zustimmung zur Fusion im Nordelsass ist auch darauf zurückzuführen, dass dieser sich traditionell stärker zur Identität des Elsass bekennt und der elsässische Dialekt dort viel stärker erhalten ist als im Süden.

Die generell geringe Wahlbeteiligung wurde von mehreren Kommentatoren als grosse Distanz der Politiker zum Volk bewertet. Diese hätten es nicht vermocht, die Wähler zu Zeiten einer Wirtschaftskrise von der Notwendigkeit institutioneller Reformen zu überzeugen.



Plakate für und gegen die Fusion in Huningue

KENNETH NARS

## Elsässer sagen Nein zu Fusion

7.4.2013, 21:47 Uhr

Eine im Elsass geplante Gebietsreform ist gescheitert. Bei einer Volksabstimmung stimmte in einem der beiden elsässischen Départements eine Mehrheit gegen das Vorhaben, die Parlamente beider Départements und der Region Elsass zu einem Elsass-Rat zusammenzulegen. Von sda



Gehen weiter getrennte Wege: Die beiden Elsässer Regionen werden nicht vereinigt. (Bild: Mark Niedermann)

Nach Auswertung von drei Vierteln der abgegeben Stimmen hätten im Département Haut-Rhin (Oberelsass) im Süden der Grenzregion fast 55 Prozent der Wähler gegen die Reform gestimmt, teilte die zuständige Präfektur in Colmar mit.

In Bas-Rhin (Unterelsass) mit der Europa-Metropole Strassburg sprachen sich fast 66 Prozent der Wähler für die Reform aus. Für eine Umsetzung der Reform wäre aber in beiden Départements eine Mehrheit nötig gewesen.

Die Wahlbeteiligung war den vorläufigen Angaben zufolge in der gesamten Region mit unter 40 Prozent niedrig. Insgesamt waren rund 1,3 Millionen Wahlberechtigte aufgerufen, sich zu den Plänen zu äussern.

### Erstes Reformprojekt dieser Art

Die Pläne für die Reform - die in Frankreich eine Premiere dargestellt hätte - sahen vor, die Kompetenzen der drei regionalen Versammlungen zu bündeln und Entscheidungen damit einfacher und transparenter zu machen. Auch die Haushalte der drei Gebietskörperschaften sollten zusammengelegt werden.

Das Referendum wurde in ganz Frankreich mit Interesse verfolgt - schliesslich planen auch andere Regionen, darunter die Bretagne und die Normandie, eine ähnliche Reform.

### Unterstützung durch Konservative

Unterstützt wurden die Pläne von vielen Konservativen, die im Elsass eine deutliche Mehrheit haben, den Grünen und einem Teil der Sozialisten. Von der Bündelung von Kompetenzen und Haushaltsmitteln hatten sich Reform-Befürworter unter anderem erhofft, dass das Elsass bei grenzüberschreitenden Fragen mehr Gewicht gegenüber seinen deutschen und schweizerischen Partnern bekommt.

Gestritten wurde bis zuletzt um den Sitz des geplanten Elsass-Rates. In Strassburg sind die Parlamente des Départements Unterelsass und der Region Elsass angesiedelt, in Colmar tagt der Rat des Départements Oberelsass.

Ein mühsam ausgehandelter Kompromiss sah vor, den neuen Elsass-Rat in Strassburg anzusiedeln und dessen Exekutive in Colmar. Damit wäre Mülhausen im Oberelsass, die zweitgrösste Stadt der Region nach Strassburg und vor Colmar, leer ausgegangen.

DIENSTAG, 9. APRIL 2013

## Hüninger sagen ganz knapp „Oui“

### Gebietsreform im Elsass

WEIL AM RHEIN/HUNINGUE (us). An der Ablehnung der Gebietsreform im Elsass, von der sich die Befürworter sowohl eine Stärkung des Elsass auf der politischen Ebene wie auch Einsparungen bei der Verwaltung versprochen hatten, konnte auch das Wahlergebnis in Weils Partnerstadt Hünigen nichts ändern – trotz einer ganz knappen Mehrheit für das „Oui“. Dafür ließen sich einfach zu wenige Hüninger mobilisieren, sich an dem Referendum zu beteiligen. Bei einer Wahlbeteiligung von nur 29,5 Prozent haben auch die Hüninger die für die Annahme des Referendums geschaffene Hürde von 25 Prozent der 4059 stimmberechtigten Bürger nicht genommen.

Anders als im gesamten Departement Haut-Rhin, wo am Sonntag 55,7 Prozent der Wähler sich sehr deutlich gegen die Vereinigung der beiden Departements Haut-Rhin und Bas-Rhin zu einer großen elsässischen Verwaltungseinheit aussprachen, votierten immerhin 50,6 Prozent der Hüninger für den Vorschlag. Im nördlichen Departement Bas-Rhin hatte der Vorschlag immerhin 67 Prozent Zustimmung gefunden und hätte bei einer Wahlbeteiligung von 35 Prozent sogar das notwendige Quorum geschafft. Da das französische Wahlrecht allerdings vorsieht, dass für diese Entscheidung in beiden Departements unabhängig voneinander ein klares „Oui“ für die Annahme des Referendums notwendig wäre, bleibt es zumindest vorerst bei zwei Departements mit der entsprechenden doppelten Verwaltung im Elsass.